POINT CHAUD: LA CRISE DES MISSILES DE CUBA (1962)

L'île de Cuba, située à 150 km au large des côtes de la Floride, a été pendant longtemps un bastion militaire, économique et politique des États-Unis. En 1945, des entreprises américaines contrôlaient 90 % de la richesse minérale de l'île, 80 % de ses services publics et 40 % de ses champs de canne à sucre. L'île a été sous la coupe du dictateur Fulgencio Batista jusqu'à ce qu'un ieune révolutionnaire socialiste du nom de Fidel Castro le chasse du pouvoir, en 1959.

En prenant la direction du pays, Castro a promis des élections libres, mais elles n'ont jamais eu lieu. Pour contrer l'opposition à son régime, Castro a plutôt décidé de contrôler les médias, les syndicats et l'Université de la Havane. Les personnes qui s'opposaient au gouvernement Castro étaient réduites au silence, emprisonnées ou contraintes à l'exil.

Castro s'est également empressé de débarrasser le pays des intérêts étrangers et de reprendre le contrôle de l'économie cubaine. La politique économique a été centralisée entre les mains d'un organisme de planification sous le contrôle de Castro. Les entreprises privées, qui étaient en majorité sous propriété étrangère, ont été nationalisées. Des propriétés d'une valeur totale de un milliard de dollars qui appartenaient à des intérêts américains, ont été confisquées. Afin de redistribuer les terres aux pauvres, on a exproprié et divisé tous les grands domaines fonciers en lots au profit des petits propriétaires. On a entrepris la construction de logements sociaux, et on a rendu l'éducation et les soins de santé disponibles pour tous les Cubains et les Cubaines aux frais du gouvernement. Avec le temps, le régime de Castro est parvenu à mettre en place un système de soins de santé de premier ordre et un système d'éducation unique en Amérique latine. Toutefois, ses politiques socialistes allaient à l'encontre des intérêts des États-Unis.

Aux États-Unis, le gouvernement ainsi que les gens qui avaient investi à Cuba étaient outrés par la confiscation des propriétés américaines. En guise de représailles, le président Dwight Eisenhower a imposé un embargo commercial à Cuba (il est encore en vigueur en 2003). L'exportation de marchandises américaines à Cuba a été interdite, ainsi que l'importation de biens cubains aux États-Unis. En quête d'appuis sur les plans politique et économique, Castro a trouvé en l'URSS une alliée enthousiaste, qui a saisi ainsi l'occasion d'établir un avant-poste tout près des États-Unis. L'URSS achetait de grandes quantités de sucre à Cuba et lui donnait une aide financière importante pour l'achat d'équipement. Les Soviétiques ont également commencé à envoyer des armes et des conseillers militaires dans l'île des Caraïbes. Les menaces et les pressions économiques des États-Unis n'ont fait que pousser davantage Castro vers les Soviétiques et le communisme. Finalement, en janvier 1961, Eisenhower a rompu les relations diplomatiques avec Cuba.

Rapidement, cette rivalité entre les superpuissances à propos de Cuba a dégénéré en affrontement armé. La Central Intelligence Agency (CIA) a mis sur pied une petite armée d'exilés cubains dont la mission était de renverser Castro. Le 17 avril 1961, 1500 exilés débarquaient à Cuba, à la baie des Cochons. L'invasion a cependant tourné au désastre, car l'armée cubaine a rapidement encerclé les envahisseurs.

L'incident de la baie des Cochons a embarrassé les États-Unis et leur nouveau président, John F. Kennedy. En outre, et cela a été très important, cette invasion avortée a renforcé les liens entre Cuba et l'Union soviétique. On a déployé des armes soviétiques pour défendre Cuba contre une nouvelle invasion. Entre août et octobre 1962, des sources de renseignement américaines et des photos d'avions espions ont révélé que quelque chose de très sinistre était en route vers Cuba. Le 22 octobre, Kennedy a annoncé que l'on détenait des preuves que Cuba construisait des bases de lancement de missiles qui pourraient servir à organiser une attaque nucléaire contre les États-Unis. Face à cette menace, Kennedy a adopté une

« Dorénavant, tout lancement de missile nucléaire à partir de Cuba contre un pays de l'hémisphère occidental sera considéré comme une attaque soviétique contre les États-Unis, et cela entraînera des représailles massives contre l'Union soviétique. » (Traduction libre.) – John F. Kennedy, dans un

discours à la nation

prononcé le 22 octobre 1961

« On se demande qui a gagné et qui a perdu. Le bon sens a gagné. L'humanité a gagné. » (Traduction libre.) – Nikita Khrouchtchev (1962) position ferme. Il a imposé un blocus naval à Cuba. Aucun navire ne pouvait entrer ou sortir des ports cubains.

Prêtes à déclencher une guerre nucléaire, les deux superpuissances se trouvaient, selon les termes mêmes de Kennedy, « au bord de l'abîme ». C'était un exemple classique de politique de la corde raide.

Les Soviétiques ont accusé les États-Unis de se livrer à un « vulgaire chantage » et ils les ont avertis que « si une agression déclenchait une guerre, l'Union soviétique était prête à asséner une riposte dévastatrice ». En réalité, les Soviétiques étaient dans le pétrin. Les bases de missiles découvertes n'étaient pas opérationnelles et ne représentaient aucune menace réelle pour les États-Unis. Ce dernier pays se trouvait dans une position avantageuse, tandis que les Soviétiques allaient devoir combattre loin de leur territoire, tout près de l'ennemi. Leur plan s'était retourné contre eux. Ils devaient trouver une porte de sortie.

Au début, Khrouchtchev a menacé les États-Unis de représailles. Mais, dans l'ombre, le 27 octobre, le frère du président et procureur général des États-Unis, Robert Kennedy, a rencontré l'ambassadeur soviétique aux États-Unis pour lui présenter un ultimatum: Retirez immédiatement les missiles ou les États-Unis les enlèveront par la force. En retour, Kennedy a promis de ne pas envahir Cuba et a assuré les Soviétiques de l'intention américaine de retirer ses missiles de Turquie.

En guise de réponse, Khrouchtchev a écrit une lettre adressée directement au président Kennedy pour négocier le règlement de la crise. Il a proposé le retrait des missiles si les États-Unis garantissaient de ne pas envahir Cuba. Pour Khrouchtchev, cette exigence lui permettait de sauver la face. Chaque camp pouvait maintenant consentir à un compromis honorable. On a retiré les missiles, et la crise a pris fin.

Pendant que chaque camp criait victoire, le secrétaire d'État américain Dean Rusk a résumé ainsi la situation: « Nous étions face à face avec l'ennemi, et celui-ci a simplement cligné de l'œil ». La crise avait montré les périls de la politique du pire. Chaque camp savait qu'il ne pouvait y avoir de vainqueur dans une guerre nucléaire.

La crise des missiles de Cuba a souligné la nécessité d'une meilleure communication sur le plan international. C'est ainsi qu'on a créé le célèbre téléphone rouge, qui reliait les chefs des deux superpuissances. En cas de crise majeure, les deux leaders pouvaient entrer directement et immédiatement en communication.

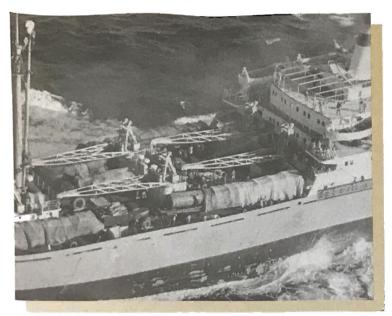


Figure 5.9

Le monde s'est trouvé au bord de la guerre nucléaire lorsque l'Union soviétique a amorcé la construction de bases de missiles nucléaires à Cuba. Cette photo aérienne prise par les États-Unis montre des missiles soviétiques à bord d'un navire qui navigue en direction de Cuba. Pour découvrir comment les États-Unis ont pu photographier les bases de missiles, consulte le site www.dlcmcgrawhill.ca.

POINT CHAUD: LA GUERRE DU VIÊTNAM

La France avait contrôlé la colonie d'Indochine (Viêtnam, Laos et Cambodge) depuis 1860. Toutefois, pendant la Deuxième Guerre mondiale, un vent nationaliste a soufflé sur cette région d'Asie du Sud-Est. À contrecœur, la Grande-Bretagne et la Hollande ont reconnu le caractère inéluctable de la quête d'indépendance de leurs colonies. Cependant, la France était déterminée à conserver ses colonies et à lutter contre les forces nationalistes locales.

La population indochinoise était dirigée par Hô Chi Minh, un populaire leader nationaliste et communiste qui réclamait l'indépendance de l'Indochine depuis plus de 25 ans. Pour combattre les Français, il a utilisé des tactiques de guérilla: maîtriser l'arrière-pays, organiser des raids, faire du sabotage et obtenir l'appui de la population locale. En 1954, le gros des troupes françaises, encerclées à Diên Biên Phu, a rendu les armes. Cette défaite a marqué la fin de la domination française dans cette région. Toutefois, la suite des événements allait montrer qu'il est plus facile de s'imposer sur un champ de bataille que d'instaurer une paix durable.

Après la victoire vietnamienne, une conférence de paix a eu lieu à Genève. On a convenu que le Viêtnam serait divisé en deux parties à la hauteur du 17e parallèle et que des élections visant à unifier le pays auraient lieu en 1956. Le Viêtnam-du-Nord, avec à sa tête Hô Chi Minh, serait un État communiste. Avec l'appui des États-Unis, le Viêtnam-du-Sud aurait un gouvernement dirigé par Ngô Dinh Diêm, ardent anticommuniste et valet des dirigeants américains. Face au refus de Diêm de tenir des élections, le Viêtnam est resté divisé en deux États hostiles.

Le Viêtnam-du-Nord savait que s'il envahissait le Sud, cela provoquerait une intervention étrangère, comme en Corée dans les années 1950. Le Viêtnam-du-Nord a donc décidé de soutenir activement l'opposition Viêt-công à l'intérieur même du Viêtnam-du-Sud. En 1959, la guérilla Viêt-công lançait des attaques majeures dans diverses régions du Sud.

L'intervention américaine au Viêtnam

Au début, les États-Unis sont restés à l'écart du conflit entre l'Indochine et la France. Toutefois, la victoire communiste en Chine, le renforcement du régime communiste en Corée du Nord et les tensions avec l'URSS en Europe ont mené les États-Unis à adopter une position plus agressive. En 1954, le président Eisenhower a proposé la théorie des dominos pour expliquer l'expansion du communisme. Selon cette théorie, si un pays devenait communiste, son voisin allait le devenir aussi, et ainsi de suite, telle une rangée de dominos qui tombent l'un sur l'autre. Par conséquent, les États-Unis craignaient que si les communistes prenaient le pouvoir au Viêtnam, le Laos, le Cambodge et les autres pays de la région suivraient la même voie.

En 1960, les États-Unis ont dépêché 800 conseillers militaires pour soutenir l'armée sud-vietnamienne. Sous Kennedy, le nombre de conseillers est passé à 16 000. Malgré cette aide, l'armée sud-vietnamienne a été incapable de contrer avec succès les forces communistes.

Après l'assassinat de Kennedy, le 22 novembre 1963, Lyndon Johnson est devenu président. Johnson redoutait d'être accusé de « mollesse » concernant les communistes et il ne voulait pas être le premier président américain à perdre une guerre. Il était déterminé à adopter la ligne dure. En 1964, des navires américains qui croisaient dans le golfe du Tonkin ont été la cible de tirs nord-vietnamiens. (Des documents rendus publics récemment tendent à indiquer que ce sont les forces navales américaines qui auraient provoqué l'attaque.) Johnson a utilisé l'incident du golfe du Tonkin comme prétexte pour « prendre toutes les mesures nécessaires pour repousser une attaque armée et prévenir une nouvelle agression ».



Figure **5.15** La guerre du Viêtnam, de 1960 à 1973 Les forces nord-vietnamiennes ont établi dans les pays neutres du Laos et du Cambodge des lignes de ravitaillement. Les bombardements américains qui visaient à stopper ce ravitaillement ont été condamnés par l'opinion internationale.

Interprétation

- 1. Trouve l'emplacement des principales bases américaines. Selon toi, pourquoi avait-on choisi ces emplacements ?
- 2. Compare les stratégies américaine et nord-vietnamienne. Quelle stratégie s'est avérée la plus efficace?

« Il faudra beaucoup
de temps pour
dominer les utopies,
cerner la vérité des
faits, atténuer la
suspicion née d'une
interminable
incompréhension,
apporter une
solution viable aux
réalités les plus
complexes et les
plus dramatiques
qu'ait connues le
Viêtnam. »

- Gabriel Bonnet, colonnel
de l'armée française,
La guerre révolutionnaire
du Vietnam (1969)

« La télévision a montré toute la brutalité de la guerre aux gens installés dans le confort de leur salon. C'est dans les foyers américains qu'on a perdu cette guerre, et non sur les champs de bataille du Viêtnam. »

(Traduction libre.)

 Marshall McLuhan, théoricien canadien de la communication et critique culturel Du point de vue américain, il s'agissait d'une guerre limitée, c'est-à-dire une guerre qui n'exigeait pas un engagement total du pays, comme cela avait été le cas, par exemple, pour la Deuxième Guerre mondiale. En fait, on n'a fait aucune déclaration de guerre formelle, bien que l'escalade du conflit ait créé une situation équivalente à une guerre totale. En 1965, plus de 500 000 soldats américains se trouvaient au Viêtnam, accompagnés d'escadrilles d'hélicoptères, de chasseurs et de bombardiers.

Les forces nord-vietnamiennes et sudvietnamiennes étaient inégales. À la manière des autres régimes fantoches, le Viêtnam-du-Sud était rongé par la corruption et l'absence d'appui populaire. De plus, il était incapable d'organiser une armée efficace. De leur côté, les Nord-Vietnamiens étaient entraînés et équipés par la Chine et l'Union soviétique. Quant au Viêt-công, il recevait l'appui de soldats nordvietnamiens de l'armée régulière. Les bombardements américains intensifs effectués au Viêtnam-du-Nord ont tué environ deux millions de civils. Mais ils n'ont pu empêcher l'afflux de troupes et de matériel vers le Sud via la piste Hô Chi Minh. Au moment de l'offensive du Têt, en 1968,

lorsque le Viêt-công a essuyé de lourdes pertes, les soldats du Viêtnam-du-Nord ont pris la relève. Malgré ses pertes, le Viêtnam-du-Nord était déterminé à poursuivre la lutte coûte que coûte, estimant que le temps jouait en sa faveur.

Finalement, les États-Unis, le pays le plus puissant du monde sur le plan mili. taire, a perdu la guerre du Viêtnam. C'est la nature même du conflit qui explique cette défaite. Hô Chi Minh et ses partisans avaient livré aux États-Unis une guerre de libération traditionnelle. Ils luttaient pour défendre leur terre natale et leur culture. Ils avaient combattu les Japonais, les Français. puis les Américains. Ils avaient lancé un appel au peuple qui, en retour, avait accordé son appui aux gens qui les défendaient contre un autre envahisseur étranger. De leur côté. les soldats américains combattaient pour une idée abstraite: «freiner l'agression communiste ». Techniquement, les soldats américains étaient censés aider les troupes sud-vietnamiennes à défendre leur pays contre le Nord. Aux yeux de certains critiques, les États-Unis avaient livré une guerre par procuration, car les forces sudvietnamiennes les avaient aidés à atteindre leurs propres objectifs.



Figure 5.16

Le président nord-vietnamien Hô Chi Minh (à droite) a demandé de l'aide à Mao Zedong, le leader communiste de la Chine. Celui-ci a accepté de lui en donner.

L'Amérique déchirée par la guerre

La guerre du Viêtnam a divisé le peuple américain. Beaucoup de gens ne comprenaient pas les raisons justifiant la présence de troupes américaines en terre vietnamienne. Bon nombre d'Américaines et d'Américains avaient peine à croire que leur mode de vie était en quelque sorte menacé par un petit pays situé à des milliers de kilomètres de l'Amérique.

Il est devenu évident qu'on ne pourrait résoudre vite et facilement le conflit du Viêtnam. À l'escalade de la guerre correspondait une escalade des manifestations pacifistes au sein même des États-Unis. Devant les centres de recrutement et les bases militaires, les rassemblements se sont multipliés; souvent, ils ont tourné à la violence. Les manifestantes et les manifestants brûlaient des avis de conscription ou le drapeau américain. Les policiers recevaient des pierres et des briques; ils se servaient souvent de matraques et de gaz lacrymogènes pour maîtriser les foules. De grandes manifestations publiques, comme celle qui a eu lieu en octobre 1967 devant le Pentagone, ont rassemblé des centaines de milliers de personnes et se sont transformées en affrontements violents avec la police et la Garde nationale. (Voir le chapitre 9 pour en savoir davantage sur les mouvements de protestation.

Des dizaines de milliers d'Américains, des déserteurs, ont quitté le pays. Beaucoup se sont réfugiés au Canada. D'autres ont préféré aller en prison plutôt que de combattre au Viêtnam. Quant à ceux qui partaient se battre, ils se sentaient trahis et rejetés par leurs compatriotes. La guerre du Viêtnam a exigé un lourd tribut de la société américaine dans son ensemble.



Figure 5.17
Une manifestation dans les rues de Paris contre la guerre au Viêtnam.

Les coûts et les conséquences du Viêtnam

En 1973, les États-Unis ont signé avec le Viêtnam-du-Nord l'accord de paix de Paris. Cette entente prévoyait le retrait de toutes les troupes, l'échange de tous les prisonniers de guerre, le départ des forces étrangères du Laos et du Cambodge, et des consultations entre le Viêtnam-du-Nord et le Viêtnam-du-Sud pour la tenue d'élections générales. Les deux Viêtnam ont repris en main leur destinée. En 1975, le Viêtnam-du-Nord a envahi le Viêtnam-du-Sud et a réunifié le pays par la force des armes.

Quel a été le coût de la guerre du Viêtnam à l'échelle mondiale? Beaucoup de personnes diront que ce prix a été trop élevé. Sur les quelque trois millions de militaires américains qui ont servi en Asie du Sud-Est, 57 000 ont été tués, 300 000 ont été blessés et 2500 ont été portés disparus.

« Je considère la guerre en Indochine comme la plus grave erreur militaire, politique et économique de l'histoire de cette nation. »

 George McGovern, candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1972 plus tragique encore, on estime que 50 000 anciens combattants américains du Viêtnam se sont suicidés après leur retour au pays. Un nombre plus grand encore a été aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou des blessures psychologiques subies pendant la guerre. Sur le plan financier, cet effort de guerre a coûté plus de 150 milliards de dollars aux États-Unis.

Parmi la population vietnamienne des deux camps, les pertes ont été encore plus terribles, bien qu'elles soient difficiles à vérifier. Il y a certainement eu plus de un million de morts parmi les Vietnamiennes et les Vietnamiens; la moitié de ces morts était des civils. Des centaines de milliers de personnes ont cherché refuge dans d'autres pays, souvent hostiles. Les économies des deux Viêtnam ont été ravagées; l'agriculture, les forêts et les pêcheries ont été dévastées.

La participation des États-Unis à la guerre du Viêtnam n'a pas permis de contenir le communisme dans ce pays, ni ailleurs dans l'Asie du Sud-Est. En fait, la guerre a montré que la politique d'endiguement par la force était inefficace et que la puissance militaire américaine n'était pas invincible. De plus, le prestige et la popularité des États-Unis, de même que le soutien accordé à ses politiques, se sont érodés dans plusieurs pays du monde.

Pour les États-Unis, les conséquences les plus graves se sont peut-être fait sentir à l'intérieur même du pays. Les dépenses astronomiques en armements ont sapé l'économie américaine et l'ont rendue plus dépendante des contrats de défense pour créer des emplois et générer des bénéfices. À la fin de la guerre, l'économie est entrée en récession et l'inflation a fait rage. La guerre a altéré l'image que beaucoup d'Américaines et d'Américains avaient d'eux-mêmes en tant que nation. Elle a aussi diminué leur confiance envers leur gouvernement, leurs politiciens et leur pays.

POINT CHAUD: L'AFGHANISTAN

L'Afghanistan occupait une position stratégique entre l'Union soviétique, le Pakistan et l'Iran. Avant la Deuxième Guerre mondiale, pendant près d'un siècle, l'Empire britannique a lutté pour maintenir son influence dans la région, d'abord contre la Russie impériale, puis contre l'URSS. L'Afghanistan a donc été envahi à plusieurs reprises. Toutefois, aucune puissance étrangère n'est parvenue à dominer de façon prolongée le peuple afghan, farouchement indépendant.

« Ce que les Américains ont perdu au Viêtnam, c'est leur sens moral. » (Traduction libre.)

Barbara Tuchman,
 historienne américaine



Figure 5.18
En 1979, pendant l'invasion soviétique en Afghanistan, des gens se fraient un passage à travers les montagnes pour se réfugier au Pakistan. En 2001, c'est la guerre américaine contre le terrorisme qui a de nouveau poussé les Afghanes et les Afghans à fuir leur pays.

POINT CHAUD: LA TCHÉCOSLOVAQUIE (1968)

Le 19 novembre 1956, le journaliste Milovan Djilas a écrit, en réaction au dénouement brutal de l'insurrection hongroise: « Le soulèvement hongrois a ouvert une voie que, tôt ou tard, les autres pays communistes devront suivre. » Douze ans plus tard, ces paroles prophétiques allaient devenir réalité dans la Tchécoslovaquie voisine. Le lieu et le moment étaient différents, mais l'enjeu restait le même: Était-il possible pour un pays du bloc soviétique de se libérer de l'emprise de Moscou? Comme en Hongrie, la réponse allait être négative.

La crise tchèque avait ses racines dans l'amère dispute sino-soviétique qui avait eu lieu pendant les années 1960. Bien que la Chine soit devenue un État communiste en 1949, elle n'était pas prête pour autant à être un simple membre du bloc soviétique. Par exemple, la Chine voulait une bombe atomique, mais les Soviétiques insistaient pour qu'il y ait un contrôle conjoint, ce à quoi la Chine s'opposait. Comme Khrouchtchev consolidait son pouvoir et proposait une détente à l'Ouest (voir la page 168), Mao est devenu de plus en plus méfiant. L'Union soviétique se préparait-elle à conclure une entente secrète avec l'Ouest contre là Chine? Les politiques conflictuelles des deux pays envers le Tibet allaient être la goutte qui devait faire déborder le vase. En 1959, l'Ouest a dénoncé la Chine pour sa répression brutale du mouvement indépendantiste tibétain. Au grand déplaisir de la Chine, les Soviétiques ont offert un appui symbolique au Tibet. En 1960, le conflit sino-soviétique a culminé en une série d'accrochages frontaliers qui se sont poursuivis jusque dans les années 1970.

Le désaccord sino-soviétique a donné aux pays du bloc soviétique l'occasion de jouer sur deux tableaux. Par exemple, l'Albanie et la Roumanie ont ouvertement condamné la politique soviétique et ont joint le bloc communiste chinois (qui n'était pas encore officiel). Les Soviétiques n'ont pas réagi, car ces pays conservaient un régime communiste extrêmement répressif. Toutefois, lorsque la Tchécoslovaquie a remis en ques-

tion le joug soviétique, la révolution a été écrasée. La Tchécoslovaquie était allée trop loin en proposant l'indépendance nationale et un communisme à saveur plus libérale.

La Tchécoslovaquie était dirigée par un vieux stalinien, Antonín Novotný, que l'on a remplacé en janvier 1968 par Alexander Dubček. Tout en proclamant son allégeance à Moscou, Dubček a annoncé l'introduction du « socialisme à visage humain ». Il a promis à la population un gouvernement moins répressif et plus efficace où les travailleuses et les travailleurs auraient davantage voix au chapitre dans la gestion des usines. Les Soviétiques étaient disposés à accepter des réformes modérées, mais la population tchécoslovaque commençait à demander plus de liberté. Au printemps, Dubček a présenté un plan d'action qui comprenait la liberté de parole, la liberté de presse et des liens plus étroits avec l'Ouest. C'est ce programme qui s'est transformé en ce qui est devenu le « printemps de Prague », alors que les gens ont commencé à exercer leurs nouveaux droits. Contrairement aux autres pays d'Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie avait été une démocratie de 1918 à 1938, et ce retour à la démocratie était un rêve qui devenait réalité. Les gens, rassemblés en grands groupes ou en petites bandes, ont célébré et ont discuté de l'avenir de leur pays.

Il était devenu évident qu'en cas d'élections libres, le Parti communiste de Tchécoslovaquie serait balayé et qu'un gouvernement non communiste chercherait à quitter le bloc soviétique. Cela provoquerait un effet domino et influerait sur les autres pays d'Europe de l'Est. Les Soviétiques ont donc commencé à critiquer les dirigeants tchécoslovaques, leur demandant d'intervenir « contre les ennemis du socialisme ». Le 20 août 1968, Leonid Brejnev a ordonné à 500 000 soldats du pacte de Varsovie d'entrer en Tchécoslovaquie. Cette invasion était fondée sur ce qui est devenu la doctrine Brejnev. En vertu de cette doctrine, les forces du bloc communiste étaient autorisées à intervenir dans tout pays communiste menacé par des forces intérieures ou extérieures « hostiles au socialisme ».

15

Contrairement à l'insurrection hongroise, le soulèvement tchécoslovaque a donné lieu à peu de résistance et a été écrasé par une force considérable. Dubček a été écarté du pouvoir et confiné à un rôle mineur au sein du gouvernement.



Figure 5.8
Les chars soviétiques occupent le centre de Prague au mois d'août 1968.

Révision

- 1. Que signifie la « déstalinisation » ?
- 2. Qu'est-ce qui a provoqué l'intervention soviétique en Hongrie ?
- 3. Pourquoi l'Ouest n'a-t-il pas envoyé de troupes pour aider la Hongrie à se libérer?
- 4. De quelle façon le conflit sino-soviétique a-t-il encouragé la dissidence au sein des pays d'Europe de l'Est membres du bloc soviétique ?
- 5. En quoi l'insurrection de Hongrie et celle de Tchécoslovaquie sont-elles semblables ? En quoi sont-elles différentes ?

VINFOCARRIÈRE

Une carrière en muséologie

Les spécialistes du secteur de la muséologie travaillent dans des musées ou diverses institutions chargées de préserver le patrimoine. Ces personnes ont une double responsabilité. Leur première responsabilité est d'assurer la conservation d'objets d'arts, de meubles anciens, d'archives historiques, de collections de livres et de divers types de documents. Elles en effectuent aussi la restauration et l'entretien, et les décrivent et les répertorient. Leur seconde responsabilité est d'assurer la diffusion des objets auprès du public. Elles planifient et préparent les expositions ainsi que les programmes et les activités éducatives offertes au milieu scolaire. Une bonne connaissance des objets (leurs matériaux, leurs surfaces, etc.) et de leur histoire est indispensable pour la mise en place des expositions.